|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Élément constitutifs** | **Faible** | **Moyen** | **Renforcé** | **Fort / Désiré** |
| **Coordination et intégration**  | Les acteurs humanitaires sont coordonnés par l'UNICEF dans le cadre du Cluster WASH - personne ne travaille sur le développement à long terme. Intégration dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la nutrition et des services sociaux  | Pas de coordination des agences. Non/intégration limitée du WASH dans la santé, l'éducation, la nutrition  | Coordination géographique des agences au sein du niveau administratif étudié. Initiatives pilotes pour intégrer l'hygiène dans la santé, la nutrition, l'éducation | Les agences sont alignées sur une stratégie/politique globale au niveau du niveau administratif étudié. Intégration de l'hygiène dans le programme permanent de santé, de nutrition et d'éducation  |
| **Politique, stratégie et planification**  | Plan d'action humanitaire de l'OCHA ou plans de secours du gouvernement, pas de plan de développement. Composantes d'hygiène incluses sans planification rigoureuse  | Plan répondant aux priorités des donateurs - la durabilité / le renforcement de la résilience n'est pas abordé. Faible utilisation des données probantes lors de la planification des composantes WASH  | Plan en place pour étendre les services, mais pas pour les maintenir ou renforcer la résilience. Plan inclus pour mener le processus de recherche formative et de création, mais partiellement opérationnalisé | Un plan crédible pour assurer un accès universel durable et une résilience à long terme. Une recherche formative approfondie et un processus créatif sont pris en compte pour planifier et concevoir l'intervention WASH  |
| **Financement** | Dépenses d'urgence directement par l'intermédiaire des ONG et des agences des Nations unies | Pas de dépenses fiscales décentralisées. Dépenses des donateurs pour le plan de niveau administratif étudié ("On Plan") - ne couvrant pas les coûts du cycle de vie  | Décentralisation fiscale et dépenses des donateurs en capital. "On Budget" mais ne couvrant pas les coûts du cycle de vie.  | Décentralisation fiscale complète, les agences de soutien externe acheminent les fonds par le biais des comptes des niveau administratif étudiés ("Sur le Trésor"). Investissement du secteur privé dans le secteur WASH. Les coûts du cycle de vie correspondent aux sources de financement. Mécanisme permettant d'assurer la durabilité des changements de comportement acquis.  |
| **Dispositions et capacités institutionnelles** | Se concentrer sur le fait de sauver des vies en fournissant un accès plutôt que sur la construction d'institutions qui sauvent des vies. Les mandats des institutions ne sont souvent pas clairs  | Les institutions existent sur le papier mais ne sont pas fonctionnelles. Chevauchement, rôles et responsabilités peu clairs pour le secteur WASH.  | Institutions partiellement fonctionnelles et à faible capacité. Les rôles et les responsabilités ne sont pas entièrement clairs pour le secteur WASH. La capacité d'absorption des institutions est faible.  | Toutes les institutions et les capacités nécessaires sont en place, avec des rôles et des responsabilités clairs et une allocation budgétaire appropriée pour l'EAH, par exemple le régulateur, la santé, l'éducation, la nutrition, les ressources humaines et les systèmes informatiques.  |
| **Redevabilité et Régulation** | Il n'existe aucun mécanisme de redevabilité entre les autorités/prestataires de services et les utilisateurs. Il n'y a pas de responsabilité mutuelle entre le gouvernement et les partenaires de développement. La société civile est inexistante. | Les mécanismes de redevabilité (...) existent sur le papier mais peu sont utilisés dans la pratique. Le retour d'information est souvent symbolique et n'est pas utilisé pour améliorer la prestation de services. La société civile est faible et les partenaires du développement ne sont pas ou peu tenus de rendre des comptes. Aucune norme d'hygiène nationale n'est fixée  | La responsabilité mutuelle pour les progrès du secteur est en train d'émerger, et les mécanismes de retour d'information des utilisateurs sont limités. Le retour d'information n'est pas systématiquement utilisé pour améliorer la prestation de services/le changement de comportement. La société civile se renforce. Les normes nationales d'hygiène sont disponibles mais non utilisées  | Les mécanismes de redevabilité sont institutionnalisés, le gouvernement et les partenaires de développement démontrant et exigeant une redevabilité mutuelle pour les progrès du secteur. Le retour d'information est utilisé pour informer et améliorer la prestation de services/le changement de comportement. Une société civile forte avec des responsables qui doivent rendre des comptes. Mise en œuvre de directives nationales sur les normes WASH. |
| **Suivi**  | Par le biais du groupe WASH et pour les bailleurs | Pas de processus commun de suivi ou de revue sectoriel. Pas de plan pour évaluer l'efficacité du programme | Objectifs sectoriels communs et suivi multipartite, mais pas de rapport agrégé. Évaluation à petite échelle, mais pas de base de référence nationale  | Un processus de suivi, appartenant au gouvernement et régulièrement mis à jour, alimente la planification stratégique. Un système d'évaluation à grande échelle a été mis en place et des indicateurs clés ont été intégrés. Avant et après l'évaluation. Preuve de l'apprentissage et de l'amélioration du processus  |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Élément constitutifs** | **Faible** | **Moyen** | **Renforcé** | **Fort / Désiré** |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Prestation de services et changement de comportement**  | Interventions d'urgence ad hoc. Programme d'hygiène axé uniquement sur la distribution de kits d'urgence et l'amélioration des connaissances.Interventions sanitaires subventionnées.  | Interventions fragmentées par projet/approche, missions multiples et systèmes de compte rendu. Pas de soutien post-mise en œuvre. Le programme se concentre uniquement sur la sensibilisation plutôt que sur le changement de comportement  | Les autorités et agences de niveau administratif étudié se sont principalement concentrées sur l'extension de la couverture. Faible soutien post-mise en œuvre. Le programme se concentre à la fois sur la sensibilisation et le changement de comportement, mais le mécanisme de renforcement de la durabilité est médiocre. | Le support de couverture et de post-mise en œuvre à tous les utilisateurs est entièrement pris en charge par le détenteur de devoir. Les institutions de routine sont capables d'apporter / de renforcer en permanence les changements de comportement. Programme axé sur un changement de comportement durable. Un choix de mode de prestation de services est disponible et est appliqué de manière contextuelle. Les bonnes approches sont définies pour chaque contexte au sein du niveau administratif étudié et sont appliquées efficacement pour le changement et la durabilité  |
| **Ressources en eau et environnement**  | Il n'existe aucune politique de protection ou de gestion des ressources en eau. Aucune compréhension des menaces qui pèsent sur les ressources en eau. Aucune attention particulière n'est accordée aux voies critiques de transmission des maladies. Compréhension limitée de la manière dont le changement de cadre pousse/attire un changement de comportement. La technologie de résilience aux catastrophes n'est pas prise en compte.  | Des politiques de protection et de gestion des ressources en eau existent mais ne sont pas mises en œuvre. Les menaces qui pèsent sur les ressources en eau sont mal comprises. Aucune surveillance des ressources en eau. Les voies critiques de transmission des maladies sont bien comprises, mais aucune intervention ciblée pour les rompre. Aucune attention n'est accordée à la modification des normes sociales et des comportements. Les technologies de résilience aux catastrophes ne sont souvent pas prises en compte.  | Des politiques de protection et de gestion des ressources en eau existent, mais elles sont mal appliquées. Les menaces qui pèsent sur les ressources en eau sont bien comprises, mais les plans n'y répondent pas. La surveillance est faible. Les voies critiques de transmission des maladies sont bien comprises et les comportements clés sont identifiés, mais les interventions sont mal conçues et mises en œuvre.  | Des politiques de protection et de gestion des ressources en eau sont mises en œuvre et la gestion est coordonnée entre les différents secteurs. Les menaces qui pèsent sur les ressources en eau sont surveillées et servent de base à la planification de la résilience. Toutes les voies critiques de transmission des maladies sont abordées en se concentrant sur les comportements clés. L'intervention s'est concentrée sur le changement de l'environnement physique et social et sur la perturbation des cadres comportementaux avec la fourniture de produits comportementaux. WASH résilient aux catastrophes.  |
| **Genre et inclusion sociale** | Les interventions WASH renforcent les stéréotypes de genre et/ou mettent les femmes et les filles en danger en raison du manque de consultation des femmes et des filles et du manque de compréhension du contexte national lié au genre | Les femmes sont physiquement représentées dans la prise de décision, et des données ventilées par sexe et par âge (SAAD) sont requises pour toutes les interventions WASH | Les femmes participent activement à la prise de décision, et des données ventilées par sexe et par âge (SAAD) sont nécessaires et utilisées pour la planification | Les femmes occupent des postes de direction et sont activement impliquées et responsables des services WASH et de la prise de décision. |
| **Leadership du gouvernement** | Le gouvernement est peu impliqué ou surveille les interventions WASH dans la région. Les programmes WASH sont en grande partie dirigés et mis en œuvre par des acteurs humanitaires ou des ONGI. | Le gouvernement exerce un certain contrôle sur les programmes/agences WASH, mais peu s'alignent sur les processus, plans ou politiques du gouvernement. | Le gouvernement joue un rôle actif dans la coordination et la supervision des agences/programmes WASH. Le gouvernement cofinance certaines interventions et participe à leur suivi et à leur évaluation. | Un leadership gouvernemental fort garantit que les investissements WASH sont bien coordonnés, planifiés, financés, inclusifs, alignés sur la politique et la réglementation nationales, qu'ils atteignent les plus marginalisés et qu'ils ont des avantages durables.  |
| **Des personnes et des communautés actives et engagées** | Les habitants de la communauté/du niveau administratif étudié ne connaissent pas leurs droits à l'eau et à l'assainissement et ne jouent aucun rôle actif dans la demande d'accès ou d'amélioration des services WASH. | Certaines personnes de la communauté/du niveau administratif étudié se sentent habilitées à revendiquer leurs droits à l'eau et à l'assainissement et demandent aux prestataires de services/autorités d'apporter des améliorations en utilisant des canaux informels. Cependant, les membres marginalisés de la communauté ne sont pas habilités à faire valoir leurs droits.  | De nombreuses personnes de la communauté, y compris certaines personnes marginalisées, participent activement aux mécanismes de retour d’information de la communauté et réclament leurs droits et des améliorations des services d'eau et d'assainissement.  | Les personnes habilitées, y compris les membres marginalisés de la communauté/du niveau administratif étudié, connaissent et exigent leurs droits à l'eau et à l'assainissement. Ils s'engagent activement dans la planification, le suivi et le retour d'information sur les services WASH afin de s'assurer que leurs droits sont respectés. |